

# **Pour Un Liban Résilient**

## **Atteindre la Réduction des Risques de Catastrophe aux Pays Arabes : Etude Nationale sur les Bonnes Pratiques**



**UNISDR**

Bureau des Nations Unies pour la réduction  
des risques de catastrophes

# **Pour Un Liban Résilient**

## Atteindre la Réduction des Risques de Catastrophe aux Pays Arabes: Etude Nationale sur les Bonnes Pratiques

Cette étude nationale est le produit d'un exercice régional commandé par le Bureau Régional de l'UNISDR pour les Pays Arabes (Stratégie Internationale de Prévention des Catastrophes des Nations Unies) avec le soutien et la facilitation de l'Unité de Gestion des risques de Catastrophe du Gouvernement libanais et du PNUD Liban. Les opinions exprimées dans ce document ne reflètent pas nécessairement celles des Nations Unies. Ce document vise à saisir en bref les efforts déployés en matière de la RRC au Liban, et n'est pas destiné à embrasser tout le travail de ce pays sur la réduction des risques. Le présent document complète d'autres rapports et études pertinents sur la réduction des risques au Liban, ainsi que le Rapport du Progrès National sur la mise en œuvre du Cadre d'Action de Hyogo (CAH) issu tous les deux ans par le Gouvernement libanais.

La première version publiée en octobre 2012.



---

## Préface

En 2012, le Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe (UNISDR), a lancé, par le biais de son Bureau Régional pour les Pays Arabes, un exercice en vue de compiler les études nationales saisissant les bonnes pratiques de la RRC dans les pays arabes. Cet exercice a été lancé en partenariat avec les points focaux nationaux de la RRC, les partenaires des Nations Unies et d'autres parties prenantes dans des pays sélectionnés.

La documentation des bonnes pratiques des pays arabes vise à améliorer la compréhension des parties prenantes sur les points d'entrée nécessaires pour développer et intégrer la RRC dans les stratégies, les politiques et les programmes nationaux. Les études par pays démontrent à quel point le plaidoyer de haut niveau, les échanges des connaissances, le renforcement des capacités, la coopération technique et les partenariats, peuvent habiliter les pays à réaliser un progrès régulier dans le sens de l'accomplissement des objectifs de la RRC nationaux, en dépit des contextes politique et économique difficiles.

Cette étude nationale résume les efforts déployés par le Liban dans la planification pour une plus grande résilience aux catastrophes. Ce pays a appris beaucoup de son histoire de la réaction et de récupération lors des catastrophes. Le Liban planifie à présent la mise en œuvre d'un agenda de RRC plus systématique, par l'institutionnalisation de mesures de prévention, d'atténuation et de préparation. Il entreprend également des étapes visant à renforcer et à coordonner ses capacités de réaction aux catastrophes et de récupération.

L'étude nationale du Liban identifie trois points d'entrée donnant l'élan aux efforts de RRC : a) La volonté politique et le leadership ; b) la collaboration locale ; et ; c) les partenariats régionaux et internationaux. Ces trois points d'entrée ont aidé dans une courte durée, depuis 2009, à jeter les bases d'un agenda de RRC global, populaire et collaboratif. L'expérience libanaise démontre également que la continuité de la gouvernance du risque est cruciale pour renforcer la résilience.

Cette étude nationale admet le progrès réalisé au Liban pour faire avancer l'agenda de la RRC tant à l'échelle nationale que locale, mais souligne par contre, qu'il reste beaucoup à faire, notamment en matière des difficultés économiques et politiques émergents que le Liban affronte aujourd'hui. Il faudrait donc renforcer les capacités, les ressources, les connaissances et l'expertise technique de la RRC, en les canalisant vers les niveaux locaux de la gouvernance. Il est important de mettre en œuvre les stratégies, les politiques, les plans et les programmes de la RRC. Les lois, les réglementations, les décrets et les ordonnances devraient être appliqués. Les partenaires et les donateurs publics, privés, régionaux et internationaux devraient être impliqués et systématiquement engagés. Il faudrait également stimuler les investissements dans la sensibilisation sur les risques de catastrophe, les impacts et les mesures de prévention.

Alors que le Liban entame le renforcement de ses capacités, il est espéré que cette étude nationale fournira, en temps opportun, des aperçus des chances, des défis et des aspirations du Liban.

## I. CONTEXTE

L'engagement du Liban pour l'adoption d'une approche de RRC<sup>1</sup> pourrait être attribué à son passé politique unique, sa géographie et sa topographie. Le conflit régional continu et l'afflux des réfugiés, les clivages sectaires, le déplacement de la population, l'urbanisation non planifiée, l'infrastructure et les services publics faibles, le chômage croissant et la pauvreté, conjugués avec des aléas naturels récurrents (tempête de neige, inondations, glissement de terre, sécheresse, incendie de forêt, tremblement de terre) et les risques (montée du niveau de mer, sismique et tsunami) témoignent des vulnérabilités complexes et déclarées de ce pays.

Bien que le Liban ait une profonde expérience dans la réaction aux catastrophes localisées, récurrentes et cumulatives, les systèmes et les capacités nécessaires à coordonner une réaction aux catastrophes intenses, occasionnelles et à fort impact font défaut. Ce déficit se manifeste, en particulier, dans l'absence historique d'une agence nationale désignée pour faciliter la coordination des efforts des ministères, départements, agences, autorités locales, société civile, partenaires et communauté scientifique.

Cela fait plus d'une décennie que le Liban planifie pour bâtir une plus grande résilience. Dans les séquelles des énormes tempêtes en 2002- 2003 et les graves incendies de forêt en 2007-2008, la réaction aux catastrophes et la coordination se sont avérées en général faibles et inefficaces. Par conséquent, certains efforts ont été initiés pour systématiser la coordination des actions de gestion des catastrophes, à travers le Haut Comité de secours (HCS)<sup>2</sup>. Il a fallu ensuite élargir l'envergure du HCS par l'élargissement de son mandat et de ses capacités, en vue de coordonner les actions de préparation, de réaction, des secours et de récupération concernant les catastrophes.

En 2005, l'approbation et l'adoption du CAH<sup>3</sup> a fourni pour la première fois un plan pour systématiquement planifier, mettre en œuvre et coordonner une approche de RRC comprenant les actions de prévention, d'atténuation, de réaction et de récupération.

Toutefois, des difficultés politique, économique et administrative, notamment la guerre de 2006, ont entravé l'adoption des priorités de la RRC et toutes les réformes institutionnelles connexes furent bloquées. Entretemps, des diverses catastrophes intérieures et internationales survenues en 2008, 2009 et 2010, ont contribué à rappeler le besoin urgent de développer des capacités et de consacrer des ressources, en vue de la planification, de la réaction, et de la coordination efficaces en matière de catastrophes.

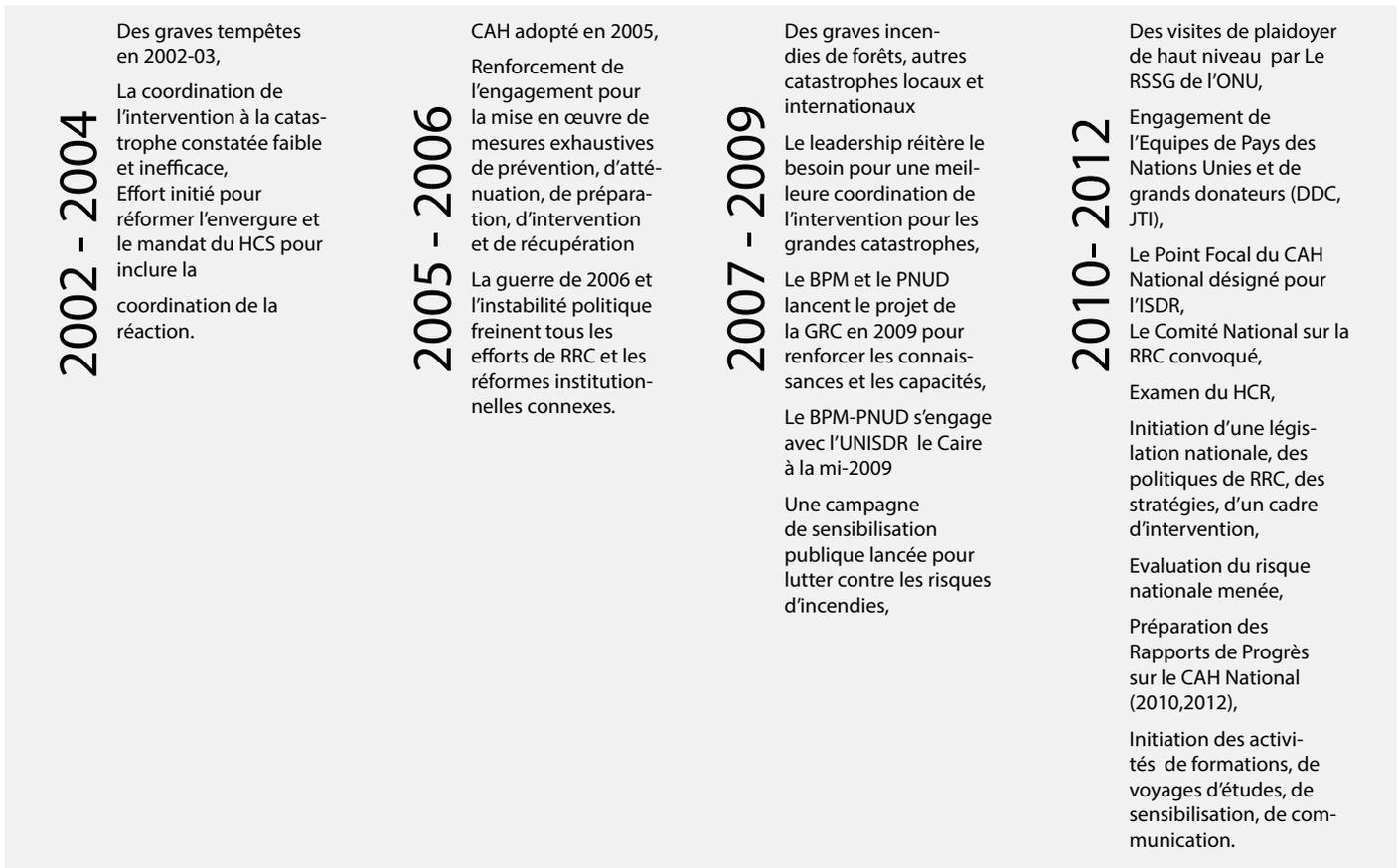
Le calendrier de la RRC du Liban dans la figure (1) révèle ci-dessous, depuis 2009, les partenariats régionaux et internationaux instaurés à travers le système de l'ISDR (Stratégie Internationale de la Prévention des Catastrophes), ce qui a contribué à consolider la détermination libanaise à mettre en œuvre un agenda de RRC global, populaire et collaboratif. Le plaidoyer politique de haut niveau, les initiatives de développement des capacités, la participation aux fora internationaux et régionaux et l'exposition aux pratiques de RRC des autres pays, ont surtout contribué à donner l'élan de la RRC au Liban tant au niveau local que national, et ce, dans une période de temps relativement courte.

<sup>1</sup> <http://www.unisdr.org/who-we-are/what-is-drr>

<sup>2</sup> Le HCS fut nommé en 1977 avec un objectif limité concernant l'organisation des opérations de réaction et de récupération, la gestion des donations, l'octroi des fonds aux départements, pour les opérations de secours, et le maintien d'une base de données des donations reçues et distribuées.

<sup>3</sup> <http://www.unisdr.org/2005/wcdr/intergover/official-doc/L-docs/Hyogo-framework-for-action-english.pdf>

Figure 1 : Chronologie de la RRC du Liban



## II. POINTS D'ENTRÉE et MOTEURS du PROGRÈS

Comme le Liban entame le renforcement de sa résilience, il est important de comprendre les points d'entrée qui conduisent le progrès, en vue d'y investir de manière appropriée, et de les mettre à profit afin d'avancer l'agenda de la RRC national. Alors qu'à chaque pays son contexte spécifique de RRC, ces points d'entrée servent comme aide-mémoires utiles de l'importance universelle de la stimulation d'un leadership solide au niveau national et local, des sociétés collaboratives, et de l'enseignement stimulé par l'expérience.

L'expérience libanaise en matière de RRC est attribuable à trois moteurs cruciaux : la volonté politique et le leadership, la collaboration locale et les partenariats régionaux et internationaux. Ci-dessous, une description qui démontre que ces moteurs assurent au Liban une direction stratégique, un élan et une visibilité quant à son agenda de RRC à tous les niveaux.



Figure 2 : Moteurs du Progrès de la RRC

## a. Volonté Politique et Leadership

*Les messages corrects ont été diffusés à travers les bonnes institutions politiques. Cela a habilité la RRC de devenir une partie d'un agenda de haut niveau au Liban.*

Depuis 2003, l'intérêt politique et l'engagement du Bureau du Premier Ministre (BPM) et la Présidence du Conseil des Ministres, a accordé à la question de la RRC une visibilité nationale et renforcé son importance pour tous les ministères compétents et les autorités décentralisées.

En 2009, le BPM, appuyé par le PNUD, a formulé un projet de « Renforcement des Capacités de Gestion des Risques de Catastrophe au Liban » (2009-2012), avec les objectifs suivants :

- La création d'une Unité de Gestion de la Réduction des Risques de Catastrophe,
- L'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale et de systèmes pour la RRC,
- Le développement des capacités nationales et locales pour la GRC,
- La sensibilisation publique sur la RRC,
- Intégrer les initiatives d'égalité des sexes aux niveaux national et local.

Le BPM a créé, à travers ce projet continu, une base solide pour les efforts du renforcement de la résilience. Concrètement, la création d'une Unité de Gestion des Risques de Catastrophe au sein du BPM, a permis d'adopter très tôt une vision stratégique pour la RRC. Le placement de haut niveau de ce projet a également facilité la mise en œuvre de la planification priorisée et de la coordination des mesures de RRC critiques, aux niveaux national, local et à travers les différents secteurs.

Le BPM admet que la RRC implique un engagement à long terme, pour lequel la mobilisation de la participation et la responsabilisation des ministères sectoriels, des autorités décentralisées, des Parlementaires et des parties politiques est crucial. Un Comité National pour le CAH/RRC est régulièrement convoqué par le BPM et œuvre pour donner le meilleur exemple d'intégration des efforts de RRC des diverses entités, tant à l'échelle nationale que locale et dans les divers secteurs. De plus, la coordination institutionnelle assurée par le BPM est plus susceptible de garantir la continuité de la gouvernance du risque, indépendamment des tendances politiques et des discours changeants. En effet, Les Premiers Ministres successifs ont accordé une grande priorité aux activités de l'Unité de GRC.

Il est prévu que le rôle technique de l'Unité de la GRC sera largement assisté par la création envisagée d'une Commission de Gestion de Catastrophe National (ou agence) pour remplacer le Haut Comité de Secours (HCS) et pour agir comme coordonnateur et facilitateur stratégique de la RRC et des actions de la gestion de la RRC dans le pays.

*Les Libanais ont un grand sens de responsabilité civique et de collaboration- né le plus souvent en réaction au vide politique.*

## b. La collaboration locale

L'histoire politique tourmentée du Liban et la quasi-absence de la gouvernance et des services publics, notamment dans les zones périphériques, a donné aux libanais un sens élevé de l'action collaborative. Cet atout social unique fournit un point d'entrée potentiel pour gagner d'élan dans la mise en œuvre des initiatives de RRC locales au Liban.

Par exemple, les réactions locales aux catastrophes de petite échelle ont démontré une volonté de collaboration entre les premiers intervenants, les autorités locales, les services publics et les collectivités. Toutefois, en l'absence de mécanismes de coordination nationaux et décentralisés, et des procédures opérationnelles standards, la collaboration locale s'avère spontanée, ad-hoc et parfois chaotiques.

Les engagements relatifs à la RRC aux niveaux locaux, agissent à présent pour canaliser des énergies collaboratives, en vue de créer des structures responsables et plus efficaces quant à la gestion du risque de catastrophe avec des protocoles standards pour les premiers intervenants, les autorités locales et les fournisseurs du service public. Cette collaboration s'est largement servie de la participation dans des campagnes régionales et internationales, telles que la Campagne Mondiale de l'UNISDR pour des Villes Résilientes. La participation dans la campagne mondiale a révélé les actions de gain rapide visibles et à forte répercussion, au moins dans 250 municipalités et 5 unions municipales dans le pays.

*Il y a une grande volonté d'apprendre des expériences des autres pays et d'en apporter la meilleure au Liban*

### **c. Partenariats Régionaux et Internationaux**

En 2009, le Bureau Régional de l'UNISDR pour les pays arabes s'est engagé dans un partenariat avec le Bureau National du PNUD au Liban, en vue d'appuyer les actions de la RRC au Liban. Ce partenariat a été jugé critique pour consolider la vision et les engagements du Liban quant à la RRC. Ce partenariat a facilité l'exposition aux bonnes pratiques mondiales, et les enseignements tirés ont fourni les messages, les outils et les méthodologies appropriés en vue d'adopter un agenda systématique de la RRC. Ces enseignements provenaient de la participation aux Plateformes Mondiales sur la RRC, aux campagnes et aux réseaux régionaux pour la RRC, à des formations sur la création et le développement d'un système d'inventaire de catastrophes national, à des formations sur l'évaluation du progrès réalisé aux volets national et local sur la RRC ainsi que l'élaboration de rapports sur le CAH.

Le partenariat UNISDR-PNUD dans le contexte libanais, a donné, une visibilité pour la RRC, et soutenu la coordination de l'agenda de la RRC aux plus hauts niveaux institutionnels. L'UNISDR a facilité trois visites du Représentant Spécial du Secrétaire Général pour la RRC (RSSG)- en 2010, 2011 et 2012. Ces visites ont mis en exergue l'importance des programmes politiques internationaux et des outils régionaux, pour mettre au point un programme national libanais de RRC (comprenant le CAH 2015, les recommandations des Plateformes Mondiales sur la RRC, et la Stratégie Arabe pour la RRC 2020).

En outre, UN-Habitat, UNICEF et l'OMS ont œuvré avec leurs contreparties respectives dans les ministères compétents, pour intégrer les mesures de RRC dans les divers secteurs. Le soutien des agences de l'ONU spécialisées a facilité l'orientation technique et les initiatives ciblées sur l'évaluation du risque en ce qui concerne les établissements informelles, les écoles et les hôpitaux. Précisément, UN-Habitat s'attelle au fournissement de l'orientation quant à l'intégration de la RRC dans la planification urbaine, et passera ensuite vers les processus de planification locale. Pour sa part, l'UNICEF Investit dans l'accroissement de la sensibilisation par le biais du système éducatif et dans la stimulation des capacités de RRC et des connaissances concernant les mesures de sûreté des écoles, où 25 écoles parmi les plus fragiles étaient ciblées dans tout le pays. Quant à l'OMS, elle a mis au point du matériel d'orientation sur la préparation et la réaction concernant l'urgence sanitaire, formé des hôpitaux opérant à travers le pays en matière de l'Index de Sûreté Hospitalière et appuyé 27 hôpitaux sur des exercices d'auto-évaluation de la sûreté.

La communauté internationale engagée au Liban (comprenant les agences de l'ONU, la Banque Mondiale et les donateurs tels que l'Agence Suisse de Développement et de Coopération) a assuré un soutien crucial dans la conceptualisation et l'initiation d'un agenda de RRC multi-parties prenantes et multithématique pour le pays. Ce soutien par les agences de l'ONU et les donateurs a conduit à des résultats concrets dans les domaines du renforcement des capacités, de sensibilisation publique et d'évaluation du risque national. Alors que la mise en œuvre des plans national et local démarrent, il est de commun accord qu'il sera capital d'engager un groupe plus vaste et distinct de donateurs et d'institutions régionales et internationales. Cette diversité fournira au Liban, des nouvelles expertises et du savoir-faire divers.

### III. L'AGENDA DE LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

Les points d'entrée et les moteurs de RRC identifiés dans le secteur précédent, expliquent comment le Liban est devenu, dans une courte durée, capable de construire un solide fondement pour réaliser un futur progrès de RRC. La présente section doit évaluer les principales caractéristiques de l'agenda libanais émergent pour la RRC, et identifier des champs susceptibles de contribuer dans le sens de la construction de la résilience libanaise dans un futur proche.

#### Un Agenda Exhaustif

S'inspirant des cinq priorités d'Action du CAH<sup>4</sup>, l'agenda de RRC libanais est bien placé pour être exhaustif. Il souligne une intégration verticale de la RRC des plus hauts niveaux politiques vers le bas niveau décentralisé. Il souligne également une intégration horizontale de la RRC pour engager tous les secteurs concernés, à savoir, la santé, l'éducation, les médias, et le secteur privé. Cet agenda se concentre, à travers la mise en œuvre d'une « stratégie de formation », sur le renforcement des capacités institutionnelles et locales durables, et œuvre pour garantir que les considérations liées à l'égalité des sexes soient intégrées dans toutes les actions de la RRC<sup>5</sup>.

Les partenaires et les parties prenantes engagés à construire la résilience libanaise, admettent qu'un engagement à long terme est inhérent à un agenda de RRC exhaustif. Cela implique la volonté politique, des capacités et des ressources pour soutenir une mise en œuvre durable. Cet engagement à long terme est mis en évidence par l'investissement dans les processus, les capacités, et les institutions, avec une focalisation sur les résultats.

La création des institutions de GRC, des points focaux et des Groupes de Travail, comprenant l'Unité de GRC du BPM, le Comité National sur la RRC avec des représentants des Ministères, des agences, des municipalités et des sociétés nationales, la création du Groupe de Travail pour l'Intervention Nationale, et le Plan d'Intervention Nationale, la promulgation d'une nouvelle loi de GRC pour refléter les mécanismes et les structures de coordination, sont des actions qui jettent le fondement d'un agenda durable et exhaustif.

« La Stratégie de Formation pour la RRC » Libanaise, alimentera à bien des aspects, la mise en œuvre réussie de l'agenda de la RRC sur le plus long terme. Cette Stratégie couvre trois champs- gestion de crise, l'atténuation et la prévention de catastrophe, et la sûreté publique. L'accent sera mis sur le renforcement des capacités des Ministères et des départements nationaux, Mohafza, Kada et des gouvernements Municipaux aux niveaux locaux. L'appui sera envisagé aux spécialistes tels que les ingénieurs, les constructeurs et les contractants ainsi qu'aux médias, élèves et universités. Ce travail rend la stratégie de renforcement des capacités largement réalisable et l'agenda de RRC durable.

#### Un agenda Populaire

L'agenda de RRC du Liban est bien placé pour gagner une popularité, du moment où il continue à saisir l'intérêt et l'engagement du plus haut niveau politique, des autorités locales et des collectivités. L'histoire exceptionnelle de ce pays et son isolement géographique rendent son engagement à renforcer une plus grande résilience ancré dans la psyché nationale. Toutefois, il faudrait tenir compte que le lège des guerres successives a influé sur la perception du risque et freiné le développement d'une culture de prévention de catastrophe proactive.

L'engagement pour la RRC aux plus hauts niveaux politiques était au départ difficile, mais il a été accompli par la distribution du message correct à travers des institutions politiques correctes. En conséquence, la RRC a gagné plus de popularité qu'elle n'en aurait gagnée autrement, durant une si courte durée.

<sup>4</sup> <http://www.unisdr.org/we/coordinate/hfa>

<sup>5</sup> Le Rapport du Progrès du CAG National du Liban 2009-2011, et la préparation en cours de 2011-2013 comprennent des détails sur l'activité de mise en œuvre et le progrès. Le rapport 2009-2011 est consultable sur : [http://www.preventionweb.net/files/19726\\_lbn\\_NationalHFAProgress\\_2009-11.pdf](http://www.preventionweb.net/files/19726_lbn_NationalHFAProgress_2009-11.pdf)

---

En 2011, le BPM et le PNUD ont développé une Stratégie des Communications globale pour la RRC. Cette stratégie souligne l'importance de vulgariser la RRC en la désignant comme une approche qui repose sur la population. La Stratégie des communications engage des parties prenantes principales- des décideurs de RRC (autorités nationale et locale), les médias, le public général et les institutions éducatives. Sa vision est de stimuler un changement de comportement en faveur de la RRC, par lequel le pays connaît un changement de perception de l'engagement dans une culture de gestion de la réaction à la catastrophe vers l'adoption d'une culture de prévention et de préparation.

Il faudrait cependant admettre deux difficultés L'Etat et les autorités locales se sentent ligotés par le manque des ressources et les allocations des ressources de RRC restreintes. Notamment pour les actions de la prévention et l'atténuation. Deuxièmement, La perception simpliste du risque par la population en général pourrait entraver la vulgarisation de l'agenda de la RRC. En raison des années de conflit passées, les gens étalent une fausse hardiesse par des propos du genre « nous pouvons tenir contre toutes mauvaises fortunes ». Cela dit, aucune partie prenante consultée au Liban ne s'interroge sur l'utilité de l'approche de RRC- bien que le besoin soit senti, la mise en œuvre peut demeurer un défi en raison d'un certain nombre de facteurs.

## Un agenda Collaboratif

Même dans les premiers stades de la mise en œuvre de la RRC, le Liban se distinguait par un agenda hautement collaboratif de RRC. Le Comité National de RRC assure un bon travail de coordination nationale multisectorielle. Le comité est convoqué par le BPM, sous les auspices du Premier Ministre en tant que mandataire de la Plateforme Nationale pour la RRC. Le Comité National a été formé pour permettre une coordination horizontale/multisectorielle et verticale entre les Ministères, agences, sociétés nationales, ONG et agences de l'ONU travaillant dans les activités relatives à la RRC. Ce comité facilite l'interaction régulière entre les membres et les habilite à travailler de concert en soutien des mandats et des objectifs institutionnels de la RRC. La mise en place des Rapports Biennaux Nationaux sur le Progrès du CAH (2009-2011 et actuellement, 2011-2013), est l'un des principaux résultats de ce groupe<sup>6</sup>.

Au niveau local, la collaboration au sein et entre les municipalités est l'une des marques de l'élan gagné par la RRC au Liban. En effet, la municipalité est le seul niveau de gouvernance décentralisée qui aide à réaliser des résultats de RRC visibles, en l'absence d'une agence ou d'un mécanisme institutionnel de coordination nationale solide. La collaboration entre les niveaux international, régional, national et local s'avère évidente par la participation municipale dans la Campagne Mondiale de l'UNISDR pour des Villes Résilientes. Cette campagne a augmenté la sensibilisation, mobilisé l'action et recueilli l'engagement de autorités locales et des fournisseurs des services au Liban.

Le Mont Liban est un bon exemple des résultats de la collaboration efficace de cette campagne. De multiples parties prenantes ont été mobilisées dans 51 municipalités de Caza El-Matn pour adopter l'agenda de RRC. Un Comité de Gestion de Catastrophe a été établi pour planifier et coordonner les efforts de prévention et d'atténuation. Un centre d'opérations pour les catastrophes a été créé pour coordonner l'intervention et les actions de récupération<sup>7</sup>, des véhicules d'urgence ont été fournies aux villages éloignés afin d'aider les travaux d'évacuation lors des catastrophes, des formations bimensuelles sont assurées aux fonctionnaires de la municipalité sur des thèmes pertinents, des groupes de la société civile sont activement engagés dans la mobilisation et la formation des collectivités, des groupes religieux se sont engagés pour s'adresser aux membres des collectivités. Des ingénieurs, des docteurs, des professeurs et des travailleurs sociaux sont tous représentés dans le comité de gestion de catastrophe du district, en tant que bénévoles.

---

<sup>6</sup> [http://www.preventionweb.net/files/19726\\_lbn\\_NationalHFAprogress\\_2009-11.pdf](http://www.preventionweb.net/files/19726_lbn_NationalHFAprogress_2009-11.pdf)

<sup>7</sup> En l'absence d'un Centre d'Opérations National, le district a décidé d'en ouvrir un au niveau local pour donner l'exemple. Cela a servi comme exemple de la collaboration créative au niveau local, en dépit des retards pris dans l'adoption de cadres et de mécanismes au niveau national.

---

Le travail des ONG, des organisations scientifiques et des recherches et plus récemment le secteur privé, est également important.

La Croix rouge Libanaise œuvre efficacement pour soutenir l'administration locale, la société civile et les collectivités pour préparer aux catastrophes et intervenir en temps opportun. Elle a largement contribué au renforcement des capacités des autorités locales et des collectivités en vue d'intervenir et gérer les impacts des catastrophes localisées. Elle compte parmi l'un des réseaux de bénévoles les plus fiables en temps des catastrophes.

L'Association du Développement et de la conservation des Forêts (ADCF)<sup>8</sup> a eu un apport considérable dans le travail au niveau de la base, en vue de collecter des données, mener des recherches et des analyses sur les incendies des forêts au long de la dernière décennie. Cette association est parvenue à surmonter les défis d'organiser des mécanismes, et des structures de coordination et de définir un programme clair pour prévenir les incendies des forêts au niveau local, et a été ainsi capable de mener des recherches et des analyses et une mise en œuvre au niveau local. Par conséquent, la Stratégie de prévention et d'intervention en matière des incendies des forêts est la méthodologie la plus exhaustive en ce qui concerne la lutte contre un aléa spécifique au Liban. Elle est, de ce fait, envisagée comme modèle pour la mise au point d'autres stratégies concernant des aléas spécifiques dans ce pays.

Concernant le travail sur les risques de séisme, le Centre de la Science et des Recherches Nationales (CSRN) a établi des partenariats de recherches avec un certain nombre de pays de la Méditerranée, et dispose à présent d'un système de contrôle. Un nouveau projet consacré à Beyrouth, est développé actuellement en partenariat avec la municipalité de Beyrouth et la région « Ile de France ». Ce projet vise à mettre en place une carte des risques pour Beyrouth, sur la base de scénarios et des plans d'intervention réalisables, et la connaissance publique locale qui puisse être constituée.

Plus récemment, l'engagement du secteur privé a connu une percée, Par exemple, DHL, la défense civile, l'armée et le PNUD effectuent des exercices de préparation de l'aéroport international de la capitale, comme partie de l'initiative « Pour des Aéroports Préparés aux Catastrophes ». Cet engagement s'avèrera très important dans le futur, le secteur privé comptant une grande part des investissements dans les secteurs productifs nationaux et locaux. Le groupe de consultation privé de l'UNISDR a fourni des commentaires et un guide sur la façon d'engager les multinationales, les petites entreprises et les sociétés.

## IV. LES DÉFIS

Le Liban a réalisé un progrès remarquable dans l'adoption d'un agenda de RRC exhaustif, populaire et collaboratif, dans une durée relativement courte. Toutefois, il est clair que ce pays doit faire plus pour réaliser la résilience, et il est conscient des défis qu'il doit encore relever.

Sur le volet national et politique, l'un des plus grands défis que le Liban continue à affronter est l'instabilité politique et la précarité économique. Il sera donc important de réitérer l'engagement libanais à assurer une continuité de la gouvernance des risques. C'est pourquoi, indépendamment des changements politiques, la gouvernance du risque doit demeurer une priorité en aval vers les niveaux décentralisés. Au-delà de l'éventualité des défis politiques continus, si le savoir-faire de la RRC et les capacités institutionnelles ne sont pas développés en tant que priorités, le Liban peut faire face à son plus grand obstacle dans l'application des lois et des décrets, la mise en œuvre des plans et stratégies, ainsi que la mobilisation et l'octroi des ressources.

Les questions de la sensibilisation sur la RRC et le renforcement des capacités sont fondamentales pour mettre en œuvre les mesures de RRC par le biais d'initiatives de développement durable. La concentration libanaise sur le secteur d'éducation et de santé, devra aussitôt inclure l'infrastructure publique, le développement immobilier et la construction d'immeubles.

---

<sup>8</sup> <http://www.afdc.org.lb/home.php>

---

Le manque de progrès général au niveau local est attribué aux retards pris dans la clarification des mandats institutionnels nationaux, des structures de coordination et l'allocation des ressources. Les défis locaux tiennent généralement au manque de la sensibilisation, du savoir-faire technique et des capacités nécessaires à mettre en œuvre les mesures de RRC. Les capacités de la mise en œuvre dans le secteur public sont faibles, et par conséquent, il est difficile d'appliquer et de mettre en œuvre les codes et les normes de bâtiment.

Par ailleurs, la mémoire publique ne retient pas certains genres de catastrophes, ce qui rend difficile de sensibiliser le public au risque. Par exemple, le dernier grand séisme en date a eu lieu il y a plus de 60 ans, pour cela, les gens ne prennent pas le risque au sérieux. La priorité pour le Liban devrait être accordée à une plus grande sensibilisation aux risques, aux impacts et à des stratégies de prévention et d'atténuation.

Le défi libanais sera le maintien de l'élan politique national, de l'esprit de la collaboration locale et des initiatives de partenariats internationaux, tout en trouvant d'autres points d'entrée pertinents qui puissent contribuer à rendre l'agenda de RRC durable.

## V. LA VOIE À SUIVRE

Il est clairement admis par le gouvernement libanais, les partenaires de l'ONU, et les donateurs bilatéraux, qu'il faudrait garantir un engagement à long terme pour la RRC dans un contexte de développement durable. En allant de l'avant, le Liban devrait prioriser 10 actions principales pour mettre en œuvre son agenda de RRC d'une manière durable, participative et orientée vers les résultats :

1. Clarifier les mandats institutionnels et accorder des postes budgétaires pour désigner les responsabilités de la mise en œuvre des stratégies, des politiques, des plans et des programmes de RRC aux niveaux national, local et sectoriel.
2. Appliquer et réguler les lois, les règlements, les décrets et les ordonnances, pour garantir la mise en œuvre des plans et des stratégies nationaux, locaux et sectoriels.
3. Nommer une agence de coordination nationale de la GRC et assumer les fonctions centrales de coordination et de facilitation pour toutes les actions de RRC connexes dans le pays.
4. Mettre au point des plans et des stratégies nationales exhaustifs qui puissent parvenir vers le bas aux niveaux locaux (gouvernorats et municipalités)
5. Prioriser les recherches sur la RRC (systématiser l'évaluation des tendances des risques de catastrophe et de climat, et les modes d'urbanisation) et maintenir ces recherches avec la collaboration régional et internationale.
6. Mettre au point un plan d'exploitation des terres sensible au risque, et le faire employer par tous les secteurs concernés, en plus de la conformité avec la planification urbaine, et faire appliquer les règlements de construction et de développement des sites.
7. Mener des vastes campagnes de sensibilisation et des exercices de préparation, avec une large participation médiatique. Prioriser et soutenir, par la Crois Rouge nationale, des activités de sensibilisation dans les écoles (moyennant les manuels scolaires), les hôpitaux et les résidences.
8. Renforcer et canaliser efficacement les capacités, les ressources, les connaissances et le savoir-faire technique, notamment au sein des premiers intervenants- collectivités, groupes de la société civile, autorités locales et fournisseurs des services. Le renforcement des capacités pour la réaction aux catastrophes devrait également comprendre la création indispensable d'un Centre National d'opérations.
9. Favoriser et encourager le Jumelage, les partenariats, les alliances et les réseaux des connaissances entre les villes et les municipalités au sein du pays, ainsi qu'avec les autres pays de la région et du monde entier.
10. Encourager et motiver les partenaires et les donateurs publics, privés, régionaux et internationaux, pour un plus fort engagement, et fournir l'accès à des ressources suffisantes et aux subventions pour les projets, aux bonnes pratiques régionales et internationales, au savoir-faire technique et à l'expertise.



**UNISDR**

Bureau des Nations Unies pour la réduction  
des risques de catastrophes

**UNISDR - Bureau régional pour les États arabes**

**2, Rue El Hegaz, 5ème étage**

**Roxy, Heliopolis**

**Le Caire 11737, Egypte**

**[www.unisdr.org/arabstates](http://www.unisdr.org/arabstates)**

**Tel.: +202 2453 5638 // Fax: +202 2453 5718**